La diversité culturelle et religieuse en Méditerranée Occidentale: la nécessité de nouveaux paradigmes éducatifs

La prise en compte de la diversité culturelle et religieuse dans les systèmes éducatifs dans les pays méditerranéens est à la fois une problématique interne et externe à chaque pays de la région. Sur le plan interne, les pays de la rive Nord sont confrontés à l'impératif d'intégration des migrants dont une partie vient du Sud alors que pour les pays de la rive Sud, cette problématique renvoie au sous-développement, à la crise de la modernité et au retour en force du religieux dans le champ politique. Partout autour de la Méditerranée, la prise en compte de la diversité culturelle questionne les conceptions traditionnelles de l'identité nationale et de la laïcité. Sur le plan externe, les relations inégales Nord-Sud et certaines thèses sur le choc des civilisations rendent indispensable le dialogue interculturel et interreligieux. Des nouveaux paradigmes sont nécessaires pour repenser la citoyenneté et pour re-conceptualiser les identités culturelles sur les rives de la méditerranée. Dans cet article, nous présenterons tout d'abord les enjeux de la diversité culturelle et religieuse en Méditerranée Occidentale. Ensuite, nous aborderons les conséquences de la prise en compte de cette diversité dans les systèmes éducatifs. Les développements récents dans le monde arabe feront l'objet d'une attention particulière. Nous proposerons enfin des pistes de réflexion pour de nouveaux paradigmes éducatifs.

La Méditerranée: entre héritage historique commun et enjeux contemporains

La diversité culturelle en Méditerranée est d'abord un fait¹. L'espace méditerranéen a été depuis l'antiquité un espace de mi-

¹ UNESCO, *Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel*, UNESCO, Paris 2010.

gration, d'échange et de partage entre peuples, cultures et civilisations². Cet espace a en particulier vu la naissance des religions monothéistes qui ont marqué de leurs empreintes tous les pays de la région. Il nous semble donc que le mot qui marque l'histoire de cette mer intérieure est l'échange qui peut être à la fois fécond et violent. Un échange qui façonne durablement les cultures méditerranéennes. Même si on ne peut pas nier les périodes conflictuelles anciennes comme les guerres entre Rome et Carthage ou les croisades, il nous semble que la période contemporaine a été paradoxalement l'une des plus fécondes dans l'établissement de barrières et confits entre les cultures du Nord et du Sud. En effet, la colonisation par les pays européens de la rive Sud a ouvert un lourd contentieux dont on hérite encore les séquelles. La colonisation a créé des tensions, des ressentiments et une vision négative de l'autre, considéré comme une menace ou comme une altérité radicale.

Les enjeux contemporains nous semblent se cristalliser partout autour de la Méditerranée sur des enjeux identitaires, certes qui ont une configuration particulière dans chaque contexte national, mais qui sont intimement liés. Sur la rive Nord de la Méditerranée, les migrations, surtout celles en provenance du Sud, qu'elles soient légales ou illégales sont au centre du débat politique et des craintes pour la cohésion sociale et l'identité nationale. Si la constitution du projet européen a représenté une avancée historique pour instaurer une paix durable entre les pays européens, l'intégration européenne a déplacé le centre de gravité de l'Europe plus au Nord. Par ailleurs, le projet européen a indirectement abouti au classement des migrants entre «communautaires» désirables et «extracommunautaires» considérées comme une menace identitaire. Cette menace s'est amplifiée dans le sillage des attentats du 11 septembre 2001 et de la montée en puissance du terrorisme islamique. L'islam est donc rentré avec force dans les débats politiques et identitaires européens.

Sur la rive Sud de la Méditerranée, c'est également les enjeux identitaires qui sont d'actualité. Plus d'un demi-siècle d'indépendances n'a pas permis d'apaiser les relations avec la rive Nord ni la formation d'États de droit ou de sociétés civiles dynamiques dans lesquelles les citoyens participent et s'engagent pacifiquement dans le débat politique démocratique. Les collectifs des droits de

² Claude Liauzu, «Pour une histoire méditerranéenne des migrations», *Confluences*, 1993, pp. 11-22.

l'homme ont contribué à globaliser les sociétés de la région en diffusant la rhétorique internationale sur les droits de l'homme et la démocratie. Cette diffusion a eu notamment pour impact fondamental de modifier les modalités du langage contestataire³. Le projet développementaliste des élites postcoloniales a également échoué dans mesure où les inégalités sociales sont criantes et la jeunesse sans perspectives. L'absence de place pour les pays du Sud de la Méditerranée dans la globalisation économique attise ces conflits identitaires internes entre les groupes proclamant une véritable révolution démocratique puisant dans les références internationales des Droits de l'Homme et les groupes qui veulent remettre l'islam au centre de l'échiquier politique afin de réussir la mutation de la région vers la modernité. C'est l'un des enjeux du printemps arabe et des possibles qu'il ouvre. Comme l'affirme à juste titre Ben Néfissa, la diffusion du répertoire international a eu pour conséquence de concurrencer, partiellement du moins, le répertoire normatif islamiste. Ce dernier doit sa position dominante à l'impact des mouvements islamistes dans la région et à une sorte d'islamisme d'État développé par les régimes en place dans le cadre de l'échec de l'ensemble des idéologies des États postcoloniaux de la région, qu'il s'agisse du nationalisme, du socialisme arabe ou du panarabisme.

Aussi bien en Europe qu'en Afrique du Nord, nous voyons bien que les enjeux sont communs avec deux scénarios possibles. Le premier consiste en un triomphe du repli identitaire et le postulat de l'altérité culturelle et religieuse radicale de l'autre côté de la Méditerranée. Cette dernière serait alors considérée comme une zone de menace, qu'il faut contrôler et surveiller. C'est la porte d'entrée verrouillée de la citadelle Europe. Malheureusement, les images des migrants de Lampedusa sont les prémisses de ce premier scénario dans lequel l'identité devient uniquement un patrimoine à sauvegarder. Comme l'ont bien mis en évidence Herrera et Bayat, la marginalisation est une expérience que beaucoup de musulmans vivent dans les sociétés occidentales⁴. La marginalisation est liée aux questions de pouvoir et de la façon dont la société dominante considère la jeunesse musulmane comme étant un "problème" dans les États-Nations européens. La connaissance

³ Sarah Ben Néfissa, «Mobilisations et révolutions dans les pays de la Méditerranée arabe à l'heure de "l'hybridation" du politique», *Tiers Monde*, Hors-Série, 2011, pp 5-24.

⁴ Linda Herrera and Asef Bayat, eds., *Being Young and Muslim: New cultural in the Global South and North*, Oxford University Press, Oxford 2010.

dominante qui est diffusée dans les sociétés occidentales par les médias et les programmes scolaires, par exemple, représente souvent la jeunesse musulmane comme étant l'Autre et comme étant un problème social important. Les stéréotypes peuvent inclure l'idée que les musulmans ne sont pas dignes du modèle libéral la citoyeneté.

Le deuxième scénario se baserait sur une identité culturelle multiple, des appartenances plurielles et une posture d'échange et de coopération avec l'autre. Sans renier la patrimoine culturel et les références de chaque contexte, la grille de lecture est celle de l'ouverture et de la complémentarité avec l'Autre.

La religion, la colonisation et l'environnement peuvent jouer un rôle dans le scénario qui se concrétisera ces prochaines décennies dans la région. En effet, si l'identité religieuse est considérée comme l'une des dimensions de l'identité culturelle méditerranéenne (et pas la seule), elle peut avoir un rôle apaisant et stabilisateur. En revanche, si la religion est instrumentalisée en tant qu'identité exclusive, elle peut exacerber les replis identitaires. La colonisation et ses conséquences sont également à prendre en considération. Bien plus que des compensations financières pour solder l'héritage colonial, c'est une responsabilité accrue de l'Europe en matière de coopération économique et d'accueil de migrants qui aura plus d'impact. La gestion de l'environnement peut être également un catalyseur des échanges méditerranéens. En effet, la pollution marine, l'épuisement des ressources de la pêche ne s'arrêtent pas comme par enchantement au milieu de la Méditerranée.

Ces deux scénarios plausibles vont déterminer le sort futur de la Méditerranée en tant qu'espace de coopération interculturelle ou zone de conflit:

La Méditerranée s'est toujours imposée comme une donnée géographique, mais rarement comme un ensemble culturel. Son sort se joue le plus souvent entre deux représentations diamétralement opposées: une frontière infranchissable qui délimite deux espaces civilisationnels incompatibles ou une mare nostrum idéalisée dont la conception est puisée dans une histoire pensée sans référence à l'autre⁵.

Enfin, il nous semble utile de souligner que les systèmes édu-

⁵ Mohamed Tozy, «La Méditerranée entre imaginaire et réalité», in Andreu Claret et Gemma Aubarell, eds., *Tendances Interculturelles Euromed 2010. Le Rapport Anna Lindh*, Fondation Ana Lindh, Alexandrie 2010, p. 42.

catifs joueront un rôle majeur dans l'impulsion de l'un ou l'autre des scénarios. En effet, par les images, les savoirs transmis et les représentations des autres cultures méditerranéennes, l'école prépare les futures générations à vivre ensemble en harmonie ou en conflit⁶.

La prise en compte de la diversité culturelle et religieuse dans les systèmes éducatifs

La deuxième partie de cet article est basée sur les résultats de deux projets récents de recherche qui ont développés dans des pays de la Méditerranée Occidentale ces dernières années. Ces projets ont été développés par des universités avec la coopération d'organisations internationales telle que le Conseil de l'Europe et l'UNESCO. D'emblée, il faut noter que ces deux projets ont pu mettre dans un travail commun des chercheurs du Nord et du Sud de la Méditerranée. Cela nous a permis de relativiser nos concepts, de flexibiliser nos schémas mentaux et surtout de comprendre un peu mieux l'autre. Cela a également permis de prendre conscience des défis communs : quel place aux identités culturelles dans le vivre ensemble ? Quel statut faut-il donner au religieux/spirituel à l'école ? Sur quels fondements ancrer la citoyenneté démocratique ?

Le premier projet a exploré les liens entre diversité culturelle et cohésion sociales dans six pays de la Méditerranée (Espagne, Italie, France, Algérie, Maroc, Tunisie)⁷. En Europe, malgré la politique d'homogénéisation et de standardisation qui caractérisaient le processus historique de construction des États-Nations, les pays comme la France, l'Italie et l'Espagne sont, par le biais de l'immigration, en voie de devenir des nations réellement hétérogènes. L'immigration Sud-Nord, à l'intérieur de la région de la Méditerranée occidentale, s'est intensifiée à une vitesse considérable, modifiant les profils démographiques des pays d'accueils d'Europe du sud. L'Espagne et l'Italie, jusqu'à encore récemment pays d'émigration, sont aujourd'hui parmi les principales terres d'accueil en Europe pour un nombre d'immigrants toujours croissant. Face à l'accroissement de cette diversité, les modèles d'inté-

⁶ Imed Labidi, «Arab Education Going Medieval: Sanitizing Western Representation in Arab Schools» *Journal for Critical Education Policy Studies*, (8), 2, 2010, pp. 196-219.

⁷ Sobhi Tawil, Abdeljalil Akkari, et Bouthaina Azami, eds., *Education, diversité et cohésion sociale en Méditerranée occidentale*, UNESCO, Rabat 2010.

gration des sociétés de la rive nord de la Méditerranée sont de plus en plus interpellés dans des contextes où les politiques sociales (et éducatives) n'évoluent pas à la même allure que la transformation rapide des profils sociodémographiques et socioculturels. L'une des raisons principales qui motivent cette migration Sud-Nord, provient des disparités de développement économique croissantes entre les deux rives de la Méditerranée. L'agrandissement de ces disparités, le vieillissement de la population de l'Europe et le phénomène persistant d'un chômage massif des jeunes au Maghreb, sont tous des facteurs essentiels qui expliquent la montée en puissance de la migration Sud-Nord.

Au Maghreb aussi, nous notons une évolution des modalités de la gestion de la diversité linguistique et culturelle interne avec la reconnaissance officielle récente de la contribution de la culture et de la langue Amazigh (berbère) dans la définition de l'identité nationale en Algérie et au Maroc. L'amazighité a été un temps considérée comme un facteur de division, puis comme une menace pour la cohésion nationale, elle constitue désormais l'un des éléments reconnus de l'identité nationale aussi bien en Algérie qu'au Maroc. Le tamazight est reconnu comme langue nationale et est enseigné dans les régions berbérophones. Les enjeux de la cohésion sociale se situent au Maghreb au niveau des inégalités régionales persistantes et de la redéfinition du rôle de l'État et de l'identité nationale comme moteurs du développement économique et social des décennies qui ont suivi les indépendances. La structure démographique place de nombreux jeunes maghrébins sur le marché de l'emploi dans des économies incapables de les insérer d'une manière satisfaisante⁸. Les flux migratoires internes et externes se développent rapidement. De même, la localisation charnière du Maghreb entre l'Afrique subsaharienne et l'Europe exacerbe les tensions et les préoccupations liées à l'immigration clandestine et aux drames humains qui lui sont liés.

Concernant l'Europe du Sud, il nous semble que les enjeux de la cohésion sociale se placent au niveau de la redéfinition des politiques territoriales et urbaines et de la gestion des flux migratoires internationaux (extra-européens). Le débat politique est marqué à la fois par les poussées xénophobes mais aussi par la recherche de nouvelles formes de citoyenneté multiculturelle en

⁸ Étienne Gérard et Bernard Schlemmer, «Les travers du savoir», *Cahiers d'études africaines*, 169-170, 2003, disponible sur <http://etudesafriques.revues.org/index201.html>.

rupture par rapport aux conceptions traditionnelles et historiques de l'État-Nation. Le refus d'abandonner, ou au moins de réformer, les conceptions traditionnelles de la citoyenneté et d'examiner de manière critique la pertinence du modèle multiculturaliste ou interculturaliste marquent le débat sur la cohésion sociale.

Dans les six pays étudiés dans ce premier projet, les flux migratoires internes et externes s'ajoutent aux restructurations dû à la régionalisation, à la décentralisation ou la réforme de l'État et de sa gouvernance pour interpellier l'identité nationale telle que a été historiquement construite par l'État-Nation. Les six rapports de recherche nationaux ont démontré qu'il est impératif d'envisager les flux migratoires comme un phénomène positif qui constitue un apport réel, tant économique, que culturel⁹. Cela suppose une action conjointe entre les pays de départ et ceux d'accueil des migrants, non seulement au niveau politique, mais également au niveau de la société civile et de l'école. Cette action doit porter sur les causes et non pas seulement sur les effets du phénomène migratoire. Au Maghreb plus particulièrement, c'est la crise des modèles de développement (inégalités sociales, régionales etc.) et le difficile accès à la modernité (sous toutes ses formes) qui focalisent les débats sur l'identité nationale.

Au niveau de la place de l'école et des jeunes dans la cohésion sociale, il semble que les six études montrent certaines convergences en ce qui concerne les enjeux même si les manifestations demeurent spécifiques. La difficile intégration des jeunes dans le marché de l'emploi semble partagée par les six pays même si cette difficulté est plus importante dans les pays du Maghreb étant donné le poids massif de la jeunesse dans leur structure démographique. L'éducation interculturelle et l'éducation à la citoyenneté sont mobilisées d'une manière différente dans les six contextes. En Espagne et en Italie, les projets interculturels, souvent portés par les acteurs locaux (ONGs, municipalités, associations de migrants, éducateurs, enseignants etc.), tentent de renforcer la cohésion sociale à l'école et à l'extérieur (quartiers).

En France, l'ouverture de l'école sur son environnement social reste plus timide dans la mesure où on mise plus sur les politiques publiques favorisant l'égalité et sur l'éducation à la citoyenneté à l'intérieur de l'école. Le modèle républicain de l'école en France, la définition de ses missions, les valeurs autour desquelles il s'arti-

⁹ Éric Weinstein, «Pour une nouvelle approche de l'immigration économique», *Problèmes économiques*, 17 septembre 2003, pp. 1-8.

cule, est directement l'expression d'une lecture politique de l'unité nationale supposée nécessaire de la société. Confrontée aujourd'hui au pluralisme culturel renforcé et à l'enracinement des inégalités sociales et économiques, l'Éducation nationale française est interrogée dans ses propres fondements et modes de fonctionnement. C'est également la même approche utilisée au Maghreb dans la mesure où les réformes curriculaires récentes dans la région donnent une place importante à l'éducation à la citoyenneté. La montée de l'incivilité et la violence dans les établissements scolaires a incité les pays du Maghreb à tenter d'enrayer le phénomène en mettant en place des réformes introduisant l'éducation à la citoyenneté à l'école. Toutefois, les études de terrain démontrent que les élèves maghrébins ne s'approprient que rarement les concepts de l'éducation à la citoyenneté présents dans les curricula et ne les transfèrent pratiquement jamais en dehors de la classe et de l'école. Réinvestir l'éducation à la citoyenneté à partir de la problématique de la violence scolaire ne semble pas changer radicalement le niveau de violence dans les établissements scolaires.

Le deuxième projet de recherche porte sur la diversité religieuse dans les systèmes éducatifs en Italie, en Espagne, en Algérie et au Maroc. Dans les quatre contextes explorés, la place de la religion dans la société actuelle renvoie à l'histoire du pays et à celle de l'État-Nation et la manière dont ce dernier a utilisé la religion comme composante de l'identité nationale. Les Constitutions et les lois des pays sont le fruit d'une histoire de longue durée. Nous avons constaté que la mobilisation de la religion dans la construction de l'identité nationale a connu des changements importants accélérés par la mondialisation des migrations et la circulation des idées éducatives.

En Espagne, l'identité de l'État était intimement liée à la religion catholique dans la mesure où la reconquête de la péninsule ibérique aux dépens de royaumes arabo-musulmans d'Andalousie avait une forte connotation religieuse. Pour s'en convaincre, il suffit de constater la transformation de nombreuses mosquées en églises à Cordoue à Granada ou ailleurs en Espagne. Durant le franquisme, l'identité catholique de l'État était encore omniprésente. C'est uniquement la transition démocratique qui a instauré une certaine neutralité de l'État par rapport à la religion. En Italie, les liens entre État et Religion catholique sont aussi intimes qu'en Espagne mais la dernière constitution italienne a introduit une dose de neutralité religieuse de l'État. Au Maghreb, les États postcoloniaux ont instauré l'islam comme religion d'État. La comparaison entre les

quatre contextes nationaux montrent qu'en Espagne et en Italie, il existe une volonté d'opérationnaliser la neutralité religieuse de l'État même si dans les faits elle reste inachevée alors qu'au Maghreb, l'islam demeure comme la religion d'État.

Le débat sur la diversité religieuse ne peut pas faire l'économie d'une discussion sur les relations institutionnelles entre État et Religion, en particulier en matière de financement de l'enseignement religieux. Donc, la question de la laïcité ou de la neutralité de l'État par rapport aux religions est incontournable. Il faut remarquer que cette question se présente d'une manière différente en Europe et au Maghreb. Les conceptions de la laïcité sont radicalement différentes. Il faut comprendre que la laïcité, dans le contexte maghrébin, n'est pas la laïcité à l'européenne. Mais, la discussion sur la séparation de l'État et de la religion, de la politique et de la religion est présente avec une intensité diverse dans les quatre contextes nationaux. Probablement, c'est la question de la nécessaire neutralité de l'État par rapport aux convictions religieuses et non religieuses qui est au cœur du débat.

Au Maghreb, se pose également la question de la référence incontournable à l'islam dans la législation. Si cette référence est trop spécifique détaillant certains comportements jugés «islamiquement» compatibles, elle peut polariser le débat politique et provoquer des conflits internes sur des sujets aussi sensible que l'égalité homme-femme. Par contre, si cette référence reprend des principes généraux reposants sur des valeurs universelles, que l'on retrouve dans les législations du monde entier, cela permettra d'apaiser le débat. Par ailleurs, étant donné le besoin de réformer de nombreux aspects des systèmes éducatifs, on peut faire l'hypothèse que la diversité religieuse sera encore assez oubliée des décideurs politiques.

Comme le souligne à juste titre Bontempi, la modernisation des pays de la rive sud de la Méditerranée s'est réalisée à travers un processus dont les caractéristiques ne rappellent que partiellement les phases et les dynamiques d'affirmation de la modernité européenne¹⁰. Il faut donc être attentif dans les recherches comparatives en Méditerranée à ne pas transférer sans réflexion des concepts comme celui de la laïcité.

¹⁰ Marco Bontempi, «Autrement modernes. Jeunes et participation politique au sud de la Méditerranée», in Marc Breviglieri et Vincenzo Cicchelli, éd., *Adolescences méditerranéennes. L'espace publique à petit pas*, L'Harmattan, Paris 2007, pp. 357-374.

Le rôle que peut jouer le système éducatif dans la prise en compte de la diversité liée aux croyances religieuses a mobilisé l'ensemble des équipes de recherche de ce projet. Entre la mission historique de socialisation-instruction religieuse, de plus en plus contestée, et la mission souhaitée de valoriser dans une approche anthropologique toutes les diversités religieuses, les systèmes éducatifs de la Méditerranée hésitent et tâtonnent d'autant plus qu'ils doivent tenir compte de la position des parents peu enclins à abandonner certaines traditions scolaires par rapport à la religion. La comparaison des quatre rapports nationaux de recherche montre que le volume et la forme des enseignements se référant à la religion est l'objet d'un débat partout. Toutefois, les mouvements en faveur de la laïcité républicaine sont plus importants en Europe, en particulier en Espagne.

La conférence sur le dialogue interreligieux et la tolérance pour la paix, qui s'est tenue en novembre 2008 à l'ONU, a insisté sur la tolérance des cultures et des religions comme un outil de promotion de la paix en rejetant l'utilisation de la religion pour justifier les actes de terrorisme. Toutefois, des divergences ont apparu en matière de liberté de conscience et de possibilité de changer de religion. Ces débats se reflètent au Maghreb au niveau de la présence récente de missionnaires évangéliques chrétiens. Il semble que la modernité contemporaine, ce n'est pas moins de religieux, mais du religieux autrement. Les façons d'être religieux, les façons de se rapporter à une vérité religieuse et de la vivre socialement évoluent dans le cadre des changements sociaux globaux. Étudier les faits religieux, c'est sortir des philosophies linéaires prédisant on ne sait quel destin religieux, en étant attentif au fait que le religieux change aussi et qu'il s'inscrit comme phénomène social parmi d'autres dans l'évolution globale des sociétés¹¹. Ce qui diffère à notre époque tient plus dans la manière dont le processus de changement s'opère. Nous avons quitté l'adhésion institutionnelle pour faire place à ce qui apparaît être des choix plus personnels au sein de l'offre spirituelle occidentale. La religiosité de nos contemporains est devenue une forme de syncrétisme qui puise parmi les différentes propositions religieuses et spirituelles et les mélange¹².

¹¹ Dominique Borne et Jean-Paul Willaime, eds., *Enseigner les faits religieux - quels enjeux?*, Armand Colin, Paris 2007.

¹² Martine Pelletier et Patrick Snyder, eds., *Qu'est-ce que le religieux contemporain?*, Fides, Montréal 2011.

Le printemps arabe : après la conquête de la liberté, le difficile apprentissage de la citoyenneté

L'année 2011 a été marquée par le réveil des peuples arabes et leur conquête encore en cours d'une transition démocratique. Les immenses foules ont pris la rue pour affronter des dictatures familiales corrompues. Ayant débuté en Tunisie en décembre 2010, le printemps arabe s'est propagé en Egypte et à bien d'autres pays de la région. Aujourd'hui, c'est la rue syrienne qui défie une autre dictature. Malgré les incertitudes, ce printemps arabe a déjà eu au moins un mérite: montrer que la quête de liberté est universelle même si elle épouse des chemins spécifiques selon l'histoire, la culture et le contexte de chaque pays. En Amérique Latine, les dictatures militaires ont progressivement transféré le pouvoir des élus civils dans les années 1980. Elles ont su négocié leur sortie du devant de la scène sans beaucoup de victimes. Ce n'est pas le même scénario qui a été vécu dans les pays arabes de la Méditerranée. Les dictatures de cette région ont à la fois sous-estimé le pouvoir des peuples arabes à prendre leur destin en main et surestimer l'appui des puissances occidentales à leur maintien au pouvoir. Le changement a été radical et violent. Malgré les différences notables dans le processus de transition démocratique, les pays du sud de la Méditerranée seront confrontés durant les prochaines années à l'apprentissage difficile de la citoyenneté démocratique et du vivre ensemble au-delà des différences. La culture du débat démocratique, la transparence économique, l'État de droit, l'alternance des parties politiques au pouvoir sont quelques éléments des apprentissages nécessaires. Une fois les dictatures vaincues, il faut commencer la difficile construction d'une nouvelle citoyenneté. Ce processus est long et sinueux car il faut accepter la diversité des opinions, apprendre la culture du débat, accepter la liberté de la presse et obliger la classe politique à rendre des comptes aux citoyens.

Deux risques majeurs planent actuellement sur le printemps arabe: développement de la violence et surenchère des demandes envers l'État. Le premier risque est lié à l'explosion de la violence criminelle et sociale. Criminalité, trafics de drogue et d'armes s'ajoutent aux coupures des routes et aux blocages de l'activité économique par des mouvements sociaux incontrôlés. Il ne s'agit bien sûr pas ici de regretter l'ordre sécuritaire ancien des dictatures mais de rappeler que la citoyenneté est toujours incomplète si le citoyen ne se sent pas en sécurité. Le deuxième risque est la multiplication des demandes sociales envers l'État. La chute des dictatures arabes s'est accom-

pagnée d'une surenchère en matière de revendications sociales. L'État est appelé à donner du travail aux diplômés chômeurs. Les revendications sociales s'accompagnent souvent par un blocage des entreprises et des administrations, ce qui peut aboutir à un suicide économique collectif. Il est urgent pour préserver l'avenir du printemps arabe et ses démocraties naissantes en remplaçant la culture de la revendication permanente par la culture du travail. Bien sûr que l'État doit jouer son rôle dans la redistribution des richesses par une politique fiscale réfléchie et par une lutte continue contre la corruption. Mais, s'il n'y a plus de richesses produites, il n'y aura plus rien à distribuer. Toutes ces tensions montrent qu'il n'est pas facile de vivre ensemble dans une société démocratique et qu'il n'y a pas un moyen magique pour y parvenir. Sur ce chemin d'apprentissage de la démocratie, l'école aura un rôle crucial. La démocratie n'est pas une posture naturelle des sociétés humaines mais s'apprend dans toutes les institutions et en premier lieu l'école. La réussite des démocraties arabes naissantes est conditionnée par des réformes éducatives approfondies visant à développer la culture démocratique.

Vers de nouveaux paradigmes

Il nous semble utile de terminer cet article par une réflexion sur de nouveaux paradigmes susceptibles de transformer la diversité culturelle et religieuse en opportunité pour les sociétés et les systèmes éducatifs dans le pourtour méditerranéen. D'emblée, il faut souligner que la tâche n'est pas facile car nous vivons dans un monde façonné par les identités qui peuvent être meurtrières et conflictuelles selon l'expression de Maalouf¹³.

La mondialisation peut aussi exacerber les replis identitaires:

Le monde contemporain est marqué par un fort attachement à des identités nationales, religieuses, ethniques, linguistiques, sociales ou culturelles, voire à des identités façonnées par les grandes marques ou les modes de consommation. De telles identités sont devenues un refuge pour de nombreux individus et nombreux groupes, qui voient dans la mondialisation et dans les changements culturels une menace pour leur mode de vie et leur niveau de vie. Dans ce contexte, assiste à une culturalisation des revendications politiques qui va au rebours de la nature, par essence dynamique et multiple, des identités¹⁴.

¹³ Amin Maalouf, *Les Identités meurtrières*, Grasset, Paris 1998.

¹⁴ UNESCO, *Investir dans la diversité culturelle*, p. 20.

Mais l'analyse du langage de type identitaire et communautaire employé par les acteurs de certains mouvements sociaux montre qu'il s'agit peut-être de la réinvention d'un collectif qui, tout en mettant l'accent sur son particularisme, négocie dans la réalité une plus grande insertion dans l'espace national et étatique¹⁵.

Il est donc nécessaire de passer d'une vision de la différence culturelle et religieuse comme «*réalité pas reconnue*» ou «*problème à résoudre*» à la diversité culturelle et religieuse comme «*une opportunité*»¹⁶. Cette évolution concerne tous les niveaux du système éducatif, des décideurs politiques jusqu'aux enseignants et élèves dans les classes. Ce changement de paradigmes concerne à la fois la diversité interne des pays méditerranéens que celle liée aux migrations. Nous estimons nécessaire d'aller au-delà de l'éducation interculturelle. En effet, même si cette dernière a constitué une avancée notable par rapport à l'éducation multiculturelle puisqu'elle insiste sur l'interaction et l'échange, il nous semble plus fécond de parler de la nécessité d'une éducation transculturelle en Méditerranée. L'éducation transculturelle met en évidence la nécessité de traverser ses propres frontières culturelles, de sortir de ses identités sclérosées, d'aller vers l'Autre et de se transformer par cette mobilité vers l'altérité. Elle est largement inscrite dans l'expérience historique méditerranéenne¹⁷.

Au-delà de l'interculturalité (acceptation, échange et contact), il est donc pertinent de penser à une transculturalité dans le sens d'une transformation des représentations, modes de pensée et comportements de chacun. Ce qui passe par une confrontation avec d'autres cultures implique des tensions, voire des conflits intérieurs ou extérieurs qui sont à considérer comme des moteurs d'évolution en même temps que des éléments indispensables à l'apprentissage d'une culture¹⁸.

¹⁵ Élisabeth Picard, «Les liens primordiaux, vecteurs des dynamiques politiques», in Ead., éd., *La politique dans le monde arabe*, Armand Colin, Paris 2006, pp. 55-77.

¹⁶ OECD, *Educating Teachers for Diversity: Meeting the Challenge*, OECD Publishing, Paris 2010.

¹⁷ Dirk Hoerder, Christiane Harzig, et Adrian Shubert, éd., *The Historical Practice of Diversity: Transcultural Interactions from the Early Modern Mediterranean World to the Postcolonial World*, Berghahn Books, Oxford 2003.

¹⁸ Marie Blaise, «De la pluralité culturelle à la transculturalité. L'apprentissage-enseignement d'une langue vivante peut-il avoir un rôle de transformation personnelle et collective?», *éla. Études de linguistique appliquée*, 152, 2008, pp. 451-462.

Un des moyens pertinents pour changer de paradigme dans le traitement de la diversité culturelle et religieuse est de favoriser la coopération scientifique accrue dans le pourtour méditerranéen en particulier dans le domaine des sciences sociales et humaines. Nous croyons que la mobilité des chercheurs ou des étudiants et leur travail en commun est une valeur ajoutée indispensable à l'éducation transculturelle.

Abdeljalil AKKARI
abdeljalil.akkari@unige.ch
Université de Genève

Abstract

Cradle of many civilizations, the Mediterranean has been - in each period of history - a crossroads of intercultural exchanges. This article aims at describing the current issues related to religious diversity in the Mediterranean and in particular highlights the difficulty of looking with a new perspective at the religious diversity in the educational systems of the countries in the region. International migrations on the Northern shore of the Mediterranean bring forth the ongoing process of replacing traditional religious education with a sensitization of students towards religious diversity with a more anthropological approach. In the Southern part of the Mediterranean there is the current and fragile process of democratization that focuses more on the specific role of religion in society and in school. Despite major differences in dealing with religious diversity in educational systems, all the Mediterranean countries are affected by the uncertain balance between the neutrality-laicism of the educational system and the respect of the differences that students bring with them.